

Déforestation à Madagascar

Déforestation, migrations et stratégies foncières dans le Sud-Ouest de Madagascar

Depuis les années 1980, la déforestation s'accélère de façon alarmante à Madagascar. Afin de mieux comprendre ce phénomène, des chercheurs de l'IRD, ont lancé dans le sud-ouest de l'île un programme de recherche - Déforestation et sociétés paysannes à Madagascar - qui vient de s'achever. Les résultats obtenus mettent en évidence que ce processus est étroitement lié à des dynamiques migratoires récentes, à de nouvelles stratégies foncières ainsi qu'à des changements dans la perception et dans l'utilisation du milieu par les populations. La prise en compte de l'ensemble de ces facteurs apparaît constituer une condition sine qua non à l'efficacité des programmes de lutte contre la déforestation mis en œuvre sur l'île.

Depuis le début des années 1980, Madagascar connaît une crise écologique grave qui semble aller en s'amplifiant : alors que la forêt reculait de 80 mètres par an au cours des années 1960 et 1970, elle perd actuellement 400 mètres chaque année. Dans le Sud et le Sud-Ouest de l'île où le massif forestier est demeuré longtemps très peu exploité par les populations, la déforestation s'accélère également : la forêt ne couvre plus aujourd'hui que 7 à 8 % de cette région contre 12% au début des années 1970.

Dans le cadre du programme "Déforestation et sociétés paysannes à Madagascar" conduit de 1994 à 1998 principalement en pays Bara - région située à l'ouest de l'île, comptant une centaine de villages et 65.550 hectares de forêt - des chercheurs de l'IRD, en collaboration avec leurs partenaires malgaches du CNRE (Centre National de Recherches sur l'Environnement) ont tenté d'identifier comment les changements de perception et d'utilisation du milieu par les populations, associés à de nouvelles dynamiques socio-économiques, pouvaient concourir à la déforestation

Pour les Bara, une population d'agro-éleveurs, la forêt se situe selon la tradition à la limite du monde des humains et de celui de certaines entités divines, car y vivent les esprits des ancêtres, intermédiaires entre Dieu et l'Homme. L'exploitation du milieu forestier, qui doit rester minime et ponctuelle, est soumise à certains rites et ne peut s'effectuer que par le biais des Tompon Tany, propriétaires fonciers et médiateurs entre les divinités et les hommes. Sacrée, la forêt n'a longtemps occupé qu'un rôle marginal dans le système économique des Bara fondé sur l'élevage extensif. Ainsi, traditionnellement, les Bara n'étaient pas des destructeurs de la forêt et la protégeaient pour des raisons essentiellement religieuses.

Les nouvelles dynamiques migratoires en pays Bara apparaissent être un facteur déterminant de la dégradation de la forêt actuellement observée dans la région. Si l'immigration n'est pas un phénomène récent à l'ouest de Madagascar, elle s'est profondément modifiée depuis 10 à 15 ans : alors que les migrations étaient autrefois temporaires et individuelles, elles sont devenues massives et définitives. Progressivement, les migrants se sont enrichis, leur cohésion sociale s'est affermie tandis qu'ils ont bénéficié d'opportunités politiques leur permettant d'acquérir des titres fonciers. Ce faisant, ils se sont engagés dans une "conquête" de la forêt. D'une part, sur le plan économique : ils exploitent le milieu (production de charbon de bois, coupe des arbres, culture sèche sur brûlis). D'autre part, sur le plan symbolique : ils ont "repeuplé" certaines parcelles de la forêt d'esprits et de divinités issus de leur territoire d'origine, de façon à s'approprier spirituellement l'espace forestier et ainsi le contrôler totalement.

Très rapidement, il est devenu difficile pour les Bara de résister au dynamisme économique des migrants, à leur avancée en milieu forestier et à leur exploitation de la forêt. Cette perte de contrôle de l'accès au foncier et des moyens de production conduit actuellement les populations Bara à réagir selon différentes stratégies qui sont mises en œuvre de façon quelquefois contradictoire dans l'espace forestier : ils peuvent occuper la forêt avec leurs troupeaux, pratiquer eux-mêmes la déforestation (agriculture sur brûlis sur les lisières de petits massifs forestiers ou à l'intérieur de plus grands massifs), et, paradoxalement, soutenir des programmes de protection de la forêt, ou réinvestir des pratiques cérémonielles anciennes liées au milieu forestier.

Il apparaît ainsi que, dans le Sud-Ouest de Madagascar, la forêt, lieu autrefois sacré et marginal, est devenue un espace-clé où s'expriment de nouveaux enjeux socio-économiques. Les rivalités pour le contrôle et l'exploitation du

milieu forestier constituent ainsi la matérialisation des tensions et conflits entre populations autochtones et migrantes. Ces principales conclusions de l'étude menée par les chercheurs de l'IRD soulignent que les programmes de lutte contre la déforestation ne peuvent être conçus, sous peine d'être condamnés à l'échec, sans tenir compte de ces nouveaux enjeux qui s'investissent dans les forêts malgaches et contribuent au recul des massifs forestiers. De même qu'ils ne peuvent être mis en œuvre qu'avec l'adhésion et la participation des populations locales.